

## Les métiers de la cohésion sociale

### Déclaration des groupes Environnement et Nature et Organisations Etudiantes et Mouvements de Jeunesse

« Cela fait 20 ans que j'exerce en protection de l'enfance et les situations sont de plus en plus complexes et nous arrivent de plus en plus tardivement.

La prévention semble de plus en plus inexistante et le manque de moyens est criant.

Nous nous sentons non considérés et les difficultés de recrutement ne nous étonnent pas : on fait un métier difficile, peu considéré et très mal payé. Est-ce normal qu'un jeune après un bac +3 commence quasiment au Smic ? Est-ce normal qu'après 20 ans je gagne à peine 2000 € par mois pour un métier dans lequel je rencontre de plus en plus de difficultés avec les usagers qui peuvent se montrer agressifs ou violents ?

Le stress est quotidien car les situations dans lesquelles nous intervenons sont toujours très limites et on craint qu'un drame se produise et qu'on soit considéré comme responsable. Difficile de travailler dans de telles conditions. »

Voilà, ce que la France offre comme conditions d'exercice et comme perspectives aux travailleuses et travailleurs de la cohésion sociale. Les mots de cette travailleuse, sont loin d'être marginaux.

Lors du déplacement à Lyon, il n'y a pas un groupe parti à la rencontre des professionnelles qui n'a pas vu l'un d'eux ou l'une d'elles se mettre à pleurer. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Ces professionnelles nous ont relaté ce sentiment d'être démunis, d'être contraints à mal faire leur travail, en faire pâtir, voire souffrir, malgré soi, les personnes accompagnées.

Ils nous ont parlé de cet épuisement face à la déconstruction des équipes, faisant de celles et ceux qui restent des survivant-es. Oui, mais pour combien de temps ? Il y a toutes celles et ceux qui tiennent jusqu'à n'en plus pouvoir et qui finissent par quitter le métier. Il y a celles et ceux qui tiennent au prix du sentiment de se déshumaniser.

Il y a celles et ceux qui tiennent, jusqu'à tomber sous les coups des personnes qu'ils accompagnaient et dont on ne voit jamais le visage en une.

Pour quel salaire ? Un de ceux qui commence très proche du SMIC et ne s'en éloigne que trop lentement.

Pour quelle reconnaissance ? Aucune, car on ne veut pas les voir, tout comme les publics qu'ils accompagnent. Ces personnes qu'on considère si souvent comme des « assisté-es » « des cas sociaux » à qui on demande plus tout en donnant moins. Ces personnes de qui on a éloigné progressivement les services publics et de qui on éloigne de plus en plus celles et ceux qui sont là pour les accompagner.

Nos groupes sont en colère car cette réalité violente, subie par les professionnelles, les équipes, les personnes accompagnées, c'est notre société qui la génère. Nous en sommes à l'origine.

Notre société promeut tellement la perfection et le succès qu'elle refuse de reconnaître qu'elle tient en grande partie grâce à toutes celles et ceux qui au quotidien, travaillent à la rendre solidaire et inclusive : celles et ceux qui créent et maintiennent la cohésion, retissent les liens vers les individus blessés par la vie, en phase d'éloignement ou d'exclusion. Et que la vraie réussite d'une société, les vraies « valeurs républicaines », elles sont là. Aucun parcours de vie n'est longiligne. Où est donc le droit à l'erreur, à l'échec, au pas de côté ?

La détresse dans laquelle professionnel-les et personnes accompagnées sont plongés, est le fruit d'une politique sociale qui ne se soucie plus d'être adaptée au terrain. Une politique qui nie l'essence même de ces métiers : le temps de la relation, le temps de l'accompagnement. Et qui considère le travail social comme une dépense, beaucoup plus que comme un investissement. Comme si les personnes bénéficiaires n'étaient pas dignes qu'on les considère autrement et envers lesquelles on fait des « concessions budgétaires ».

Le cœur de ces métiers réside dans le fait de s'adapter aux personnes pour permettre de trouver la solution la plus adaptée pour chacune, la solution pour faire de ces personnes des acteurs et actrices de leur émancipation. Ces métiers existent pour décharger les familles, les mères et parfois les enfants d'une mission qui ne devrait pas être la leur et qui trop souvent, les freine, elles et eux-mêmes, dans leur insertion sociale et professionnelle.

A nous, en tant que société, d'enjoindre le gouvernement à entendre, voir et écouter les travailleurs et travailleuses de la cohésion sociale et les personnes accompagnées et de changer AVEC elles et eux et pour le bien collectif, les politiques sociales.

Les groupes Environnement-nature et Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse ont voté favorablement cet avis.